MAIRIE DE MARCHEVILLE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-huit mars à 18 h 30, se sont réunis en lieu ordinaire de leurs séances les membres du Conseil Municipal de la Commune de Marchéville sous la présidence de Monsieur Lage Patrick, Maire, dûment convoqués le 21 mars 2025.

Etaient présents : Mr Lage Patrick – Mr Hémon Thierry - Mme Amé Marie-Line – Mme Vaudolon Corinne – Mr André Ludovic – Mr Chedebois Dominique – Mme Casco Dorado Laurence – Mme Godefroy Kelly – Mme Berthe Nadia

Absents excusés : Mme Sonia Fontaine (pouvoir à Mme Vaudolon Corinne) – Mr Nédélec Alain (pouvoir à Mme Amé Marie-Line)

Secrétaire de séance : Mme Berthe Nadia

Ordre du jour : :

- * Adoption du Procès-verbal du 30 Janvier 2025
- * Informations du maire
- * Délibérations
 - Création d'un double terrain de pétanque
 - Extension du colombarium du cimetière et création de cavurnes au cimetière. Fixation du tarif des cavurnes
 - Transfert des poteaux incendie sur le budget général
 - Fongibilité des crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5 % par an
- Budget annexe de l'eau
 - Vote du compte financier unique 2024
 - Affectation des résultats 2024
- Budget principal
 - Vote du compte financier unique 2024
 - Affectation des résultats 2024
 - Vote du budget primitif 2025
- * Vote du taux des taxes 2025 : taxe foncière sur les propriétés bâties, sur les propriétés non bâties, taxe habitation
- * Subventions aux associations 2025
- * Questions diverses

Adoption du procès-verbal de la séance du 30 janvier 2025

Le procès-verbal est adopté, à l'unanimité des membres présents et représentés

INFORMATIONS DU MAIRE

Dossier de l'eau : la Comcom a retiré la délibération sur laquelle la commune devait faire un recours. Lors du dernier conseil communautaire de février ; il a été annoncé 1,2 Millions de travaux entrepris sur l'eau par certaines communes et pas prévus par la Communauté de communes qui paie les factures ! Une étude patrimoniale va coûter plus de 1 Million. La com com doit débloquer 1 million pour couvrir ces dépenses « non prévues ».

Pour la commune l'abonnement est passé à 65 euros soit une hausse de 225%. L'eau va fortement augmenter. Ce qui amène à s'interroger sur l'opportunité de cette prise de compétence qui n'est même plus obligatoire. Ses conséquences seront désastreuses pour le pouvoir d'achat des ménages.

Les 1ères factures devraient arriver mais elles concernent la dernière période 2024. Il n'y a toujours pas d'information sur les coupures d'eau comme vendredi dernier. Cela a été le cas à Courville et à Blandainville.

Travaux sur la commune : intervention en urgence pour dégager les fossés obstrués à Marly puisque la chaussée était inondée. Ce débouchage a été associé à l'entretien annuel de toutes les bouches d'égout et les avaloirs de la commune. Il faut prévoir des travaux de busage pour évacuer l'eau avec efficacité Deux bouches d'égout endommagées ont été refaites grande rue et rue de l'Andelaine. Pendant les vacances de février, les toilettes de l'école ont été repeintes par le personnel communal.

Repas des aînés : il est prévu le samedi 26 avril au restaurant scolaire tous les conseillers sont invités

8 MAI : Rdv à 11h30 devant le monument aux morts, tous les conseillers sont attendus.

Dimanche 30 mars : passage de la course cycliste des 6ème boucles d'Eure-et-Loir vers 16 heures.

Création d'un double terrain de pétanque

Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux s'ils sont d'accord pour la création d'un double terrain de pétanque.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, émet un avis favorable pour cet investissement.

Extension du colombarium du cimetière et création de cavurnes au cimetière. Fixation du tarif des cavurnes.

Monsieur le Maire informe qu'il est nécessaire d'étendre de 8 cases le colombarium et d'installer 10 cavurnes dans le cimetière.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte cet investissement et fixe les tarifs des cavurnes suivants :

- 30 ans 200 €
- 50 ans 350 €

Transfert des poteaux incendie sur le budget général

Monsieur le Maire informe, qu'à la demande du Service Gestion Comptable de Nogent le Rotrou, il y a lieu de transférer les poteaux d'incendie sous l'imputation 2158 pour un montant de 1 259.97 € et de 2 640 € de l'actif du budget d'eau à l'actif du budget principal.

Il y a lieu de faire une reprise d'amortissement pour un montant arrondi à 1 900 €.

Dépenses d'investissement

- Article 281531 pour un montant de 1 259.97 € arrondi à 1300 €
- Article 281757 pour un montant de 528 € arrondi à 600 €

Recettes de fonctionnement

- Article 781 pour un montant arrondi à 1 900 €.

Cette reprise est prévue sur le budget principal 2025.

Ces poteaux d'incendie ne seront pas amortissables sur le budget principal.

Fongibilité des crédits

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités territoriales les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions offrant une plus grande marge de manœuvre et souplesse budgétaire aux gestionnaires et notamment en matière de fongibilité des crédits,

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Considérant que la Collectivité a adopté par la délibération n°13-2022 du Conseil Municipal en date 23 septembre 2022 la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 et que cette norme comptable s'appliquera au budget principal de la commune.

Vu l'article L05217-10-6 du CGCT, « dans la limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7.5 % des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, l'assemblée délibérante est informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance ».

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.
- Donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Autorise Monsieur le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section,

Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre.

Le maire fait une intervention liminaire avant l'examen du budget.

« Ce budget primitif 2025 est un budget un peu particulier puisqu'il est le dernier du mandat. Comme vous le savez les prochaines élections municipales doivent se dérouler en mars 2026 et il me semble normal de laisser la nouvelle majorité qui sortira des urnes mettre en œuvre son projet à travers le budget. Nous laissons une situation budgétaire très saine qui permet à la commune d'aborder un avenir très incertain avec une « épargne de précaution » à un niveau significatif. Nous terminons l'exercice 2024 avec un excédent de fonctionnement de plus de 110.000 euros avec total des excédents 2024 de 413. 741 euros qui ont repris sur le BP 2025 !

« Je rappelle qu'en 2020 nous avons trouvé une situation beaucoup moins favorable avec le chantier de la rue du cimetière qui venait d'être lancé par la municipalité précédente à exécuter techniquement et financièrement. Aucune somme n'était prévue pour le chantier pourtant urgent du mur de la mare qui menaçait de s'écrouler et pour lequel nous avons trouvé des solutions techniques et financières en faisant des économies sur le fonctionnement de la mairie. Je rappelle aussi que nous avons hérité d'un contentieux avec un ancien agent communal qui pouvait porter sur plusieurs dizaines de milliers d'euros qu'il a fallu gérer.

« Sur nos premiers budgets nous avons dû absorber les coûts très importants du chantier de la rue du cimetière qui avait été lancé juste avant les élections alors qu'aucun budget n'avait été voté. Ainsi en 2022, l'excédent de l'exercice n'était qu'environ de 13.000 euros alors que nous le laisserons cette année à plus de 76.000 euros !

« Ce budget est un bon budget puisqu'il dégage des excédents importants aussi bien en fonctionnement qu'en investissement. Il montre un redressement des comptes de la commune qui a investi tout au long du mandat et nous avons réussi à le faire sans augmenter les taux du foncier qui demeure le seul levier fiscal de la commune.

« La grande nouveauté c'est aussi la disparation du budget annexe de l'eau puisque la distribution de l'eau potable est passé à la communauté de communes depuis le 1er janvier. Ce passage n'a pas été préparé en amont et s'opère dans une certaine précipitation. Comme indiqué lors du vote par le conseil communautaire en février 2024, c'est un chèque en blanc qui a été signé à la Comcom. La seule certitude est que le prix de l'eau va augmenter alors qu'aucuns travaux sur les réseaux ne sera encore entrepris.

« L'abonnement a déjà pris 225 % d'augmentation. Et les consommateurs de la commune vont acquitter 5,5% de TVA en plus. Même si la Communauté de communes avait une autre lecture, les textes permettent à la commune de ne pas transférer les résultats du budget annexe de l'eau à l'intercommunalité. C'est ce que je proposerai au conseil puisque nous avons un solde de plus de 1 30.000 euros à récupérer sur les investissements importants réalisés sur le réseau ces dernières années. Nous avons un taux de rendement qui est bon à plus de 85 %. Je considère qu'il est parfaitement légitime que la commune conserve cette somme puisque c'est le fruit de ses efforts. Cette somme va constituer une « épargne de précaution » qui va permettre d'aborder le prochain mandat dans de bonnes conditions dans une période très incertaine.

« Je ne vois pas vraiment l'intérêt de remettre cette somme dans la caisse de la Comcom alors qu'il n'y a aucune visibilité sur le dossier de l'eau notamment sur les investissements et les modalités de gestion avec la SEMOP. Je rappelle que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier au seul moyen de des redevances perçues.

« Cela n'a pas été une option si facile à prendre puisque seulement 4 communes prennent cette direction. Pour ma part, je défends les intérêts de la commune et de ses habitants.

« Je rappelle que sous ce mandat nous avons connu un changement de modèle économique des budgets marqué par la suppression de la taxe d'habitation. Et des habitants n'ont plus de lien fiscal avec la commune puisque seuls les propriétaires contribuent. Et c'est de l'état et non plus du contribuable local dont dépend une part croissante des recettes. Ce qui n'est pas rassurant avec en plus l'incertitude politique et un budget adopté en février ! D'où l'importance d'un fonds de roulement significatif.

« Le budget 2025 sera le 3ème budget voté avec la nouvelle présentation M 57 qui est beaucoup plus synthétique que l'ancienne M 14. Je rappelle qu'elle a marqué la fin des dépenses imprévues et elle permet les virements de crédits de chapitre à chapitre dans le respect du taux de fongibilité voté par le conseil. Cette année, nous inaugurons le compte financier unique (CFU) qui est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable. Son but est de favoriser la transparence et améliorer l'information financière.

« Avec la crise du COVID, l'inflation très importante que nous avons connu ces dernières années, les revalorisations salariales certes nécessaires mais qui pèsent sur nos finances, la suppression de la taxe d'habitation qui fait que seuls les propriétaires contribuent directement aux dépenses de la commune, la diminution des dotations de l'état, la période a été très compliquée.

« Aujourd'hui nous sommes confrontés à une crise politique et financière d'un état surendetté et qui n'arrive pas à faire d'économies et ponctionne toujours plus d'impôts et taxes. On parle partout de la réforme des retraites et c'est un sujet qui nous concerne directement puisque la CNRACL connaît un déficit important, 2,3 milliards d'euros en 2023, qui ne cesse de croître (10 milliards en 2030) et les cotisations employeurs de la mairie vont augmenter de 12 points avec 3 points d'augmentation depuis le 1er janvier avec cette année et pour l'an

prochain la contribution aux mutuelles prévoyance et santé. « D'après les chiffres de l'AMF, les cotisations employeurs vont passer à 43,65 % en 2028 alors qu'elles étaient de 26,1% en 2001.

« La masse salariale a ainsi augmenté ces dernières années avec la revalorisation des points indiciaires décidés par l'état et payées par les communes. +3,5 %, au 1er juillet 2022, +1,5 juillet 2023, + 5 points d'indice au 1er janvier 2024. En plus de cela, les grilles indiciaires ont été revalorisées en 2022 et 2023 pour les 1ers échelons des catégories C.

« Avec l'inflation de l'énergie, des matières premières et de toutes les prestations, les charges courantes ont beaucoup augmenté ces dernières années. »

CFU 2024

Le maire détaille le CFU du budget principal 2024

« En 2024, l'inflation est en retrait avec une hausse des prix à 2,6%. Si les prix augmentent moins, les augmentations déjà enregistrées notamment sur l'électricité, les produits ménagers, tous les consommables, les réparations ne diminuent pas. Dans ce contexte, les charges à caractère générales (011) se montent à 127.486,54 contre 116.553 en 2023. Cette variation s'explique par tous les travaux d'entretien ou de réparation qui entrent dans ce chapitre : réparation de la pompe à chaleur du restaurant scolaire, nettoyage du monument aux morts, remplacement des WC de l'école...

« Les charges de personnel (012) se montent à 164 918,28 contre 159.957 E l'an passé avec les effets de l'augmentation du point d'indice et des avancements d'échelon.

En 2024, le total des dépenses de la commune s'élève à 378 122, 32 Euros (359 139 l'an passé).

La partie recettes est bonne puisqu'elles sont bien meilleures que prévues avec un montant de 488 .142,36 euros contre 379.683 en 2023. Ce qui fait sur 2024 un excédent budgétaire de 110.020 E. Nous avons enfin perçu l'IFER avec un arriéré sur 3 ans. Cela a été compliqué avec beaucoup de relances de la DGFIP sur le sujet. Mais le résultat est là avec une recette de 62514 E. Les impôts locaux (foncier et taxe d'habitation) apportent plus de recettes (29.000) et nous bénéficions d'une dotation de solidarité rurale à hauteur de 36 .000 euros.

« En termes d'investissements 64.478 euros de travaux ont été réalisés. Principalement sur l'école dont le bâtiment a 30 ans et qui était une passoire thermique pour laquelle il fallait prévoir des investissements : fenêtres, velux, dôme. Je rappelle que les WC ont été aussi changées.

« Sous ce mandat l'école aura été quasiment toute remise à neuf avec près de 100.000 euros de travaux. Pendant les vacances de février le personnel communal a repeint les toilettes de l'école. Je rappelle que la défense du service public de l'école est une priorité de mandat et qu'une commune sans école serait un recul sans précédent puisque tout le développement communal s'est accompagné de celui de l'instruction publique.

« Autre chantier qui a abouti en 2024 le réaménagement de la mare de l'église (6000) qui a été l'épilogue du sauvetage de cette mare que nous avons sauvé sur ce mandat en traitant les origines du problème et en trouvant le meilleur rapport qualité-prix pour sauver le mur. Et puis il y a eu l'inauguration de cette mare la 1ère depuis des décennies dans le village couplé avec les journées du patrimoine et le vernissage de l'exposition Jacques Forget. Et le succès a été au rendez-vous ce qui fait toujours plaisir quand on organise un événement.

« En termes d'investissements, il y a toujours les 35.000 euros prévus pour le passage des lampadaires en LED qui sont reportés. «

CFU DE L'EAU

« Depuis le 1er janvier 2025, la compétence distribution de l'eau potable a basculé à la Communauté de communes entre Beauce et Perche. Je ne peux que rappeler ce que j'ai dit ici même l'année dernière sur la précipitation pour cette prise de compétence dans « le plus grand flou sans aucun dossier, sans information » et avec déjà à la clé une hausse conséquente du prix de l'eau. L'abonnement a pris 225 % et ce n'est que le début. Les factures sont désormais assujetties à la TVA. La loi va évoluer et ne n'oblige plus au transfert automatique au 1er janvier 2026. Quel était l'objectif réel poursuivi par la Comcom ? Une SEMOP devrait voir le jour cette année pour gérer l'eau...

Dans le cadre des opérations budgétaires de transfert de la compétence eau potable, la loi autorise les communes à garder dans leur budget les résultats des exercices du budget annexe de l'eau potable. Il y a eu une pression énorme de la Comcom pour récupérer à 100% les résultats de ses budgets (argument du transfert automatique des syndicats). Elle a fait le lien tout à fait illégal entre le prix de l'eau et le niveau de transfert.

Or ces sommes sont le résultat des investissements de la commune pour améliorer la qualité du réseau de distribution de Marchéville qui a un bon rendement à plus de 85%. Cela fera d'autant moins de travaux à payer sur le prix de l'eau qui s'agissant d'un SPIC doit s'équilibrer. Ces excédents ne sont pas nécessaires à l'exercice de ce SPIC et il est normal qu'ils reviennent à la commune. Face à la pression, seules 4 communes gardent leurs excédents.

Pour ce dernier budget de l'eau, le CFU fait apparaître un déficit d'exploitation de 17 324,18 E et un excédent d'investissement de 148.311,17 E ce qui dégage un excédent de 130. 986,99 que je propose de reprendre dans le budget général en section investissement. Dans la période d'incertitudes que nous traversons, cet argent sera plus utile à la commune et à ses habitants. »

BP 2025

« Les bons résultats de l'exercice 2024 et la reprise des excédents de l'eau produisent un BP 2025 qui se présente avec un montant global de 843.590 E, 707 698 en fonctionnement et 135.892 en investissement. Les reprises ont été globalement de 413. 741 E, 302 .549 en fonctionnement et 111.192 E en investissement.

« Je rappelle que le BP est une prévision très délicate d'autant plus cette année avec un budget de l'Etat voté en février avec un déficit record.

« Je rappelle aussi que contrairement à l'état qui est un très mauvais gestionnaire les budgets des collectivités doivent être adoptés en équilibre et que jamais un emprunt ne peut financer le fonctionnement. Cette règle d'or ne s'applique pas à l'état qui fonctionne tout au long de l'année en déficits financés par l'emprunt. Et les emprunts d'aujourd'hui seront les impôts et taxes de demain. On peut regretter aussi l'absence de réelles économies de la part de l'Etat.

« En matière d'investissements, 121.000 sont fléchés. Nous prévoyons la réfection de la voirie route de la Vallée qui est endommagée avec un accès compliqué pour les cars scolaires. Le terrain de pétanque du City stade est en piteux état, il n'est plus aux normes aussi il est proposé la création d'un double terrain de pétanque, il faut renforcer la sécurité incendie en prévoyant la création de deux nouvelles bornes incendie. Au cimetière nous allons aussi accroître le nombre de places de Colombarium, faire installer des cavurnes, installer un banc, faire nettoyer l'obélisque marquant l'ossuaire. Nous avons démoli la fosse à détritrus qui a été remplacé par des containers

« Le changement d'armoires et le passage aux LED de la partie la plus ancienne des lampadaires est aussi prévue pour un coût de 35.000 euros. Je rappelle aussi que nous avons des inquiétudes sur la grosse pompe à chaleur du restaurant scolaire dont les pannes sont de plus en plus fréquentes avec

des pièces anciennes difficiles à se procurer.

Les charges à caractère général (sans le report de 245.730 E) sont estimées à 162.350€ Dans ces lignes 011 nous retrouvons aussi de nombreux travaux réalisés en début d'année comme les travaux réalisés à Marly pour rétablir l'écoulement des eaux pluviales qui allaient sur la chaussée (d'autres travaux sont à réaliser pour buser l'écoulement des eaux), des bouches d'égout ont aussi été réparées en grande rue et rue de l'Andelaine. Au City stade nous allons aussi remplacer des bancs en bois et des tables pour environ 5000 euros. Il y aussi de la signalétique au sol en refaire en Grande rue (stop et passage piéton) et au carrefour avec la rue de la Mare Bénite.

Concernant les dépenses de personnel pour le 012 nous partons sur une prévision de 181.300 E. Là aussi, nous ne maîtrisons pas les éventuelles augmentations ou les arrêts maladie qui ont une incidence sur la masse salariale.

Nous sommes dans l'attente des prévisions de l'Etat pour les différentes dotations. Nous avons reçu l'état 1259 qui nous permet de prévoir les produits prévisionnels des Ressources fiscales dont nous pouvons disposer.

Pour le foncier bâti les ressources attendues sont de 162. 610 E, de 37 127 pour le bâti et de 3 943 pour la taxe d'habitation. + Compensation pour la taxe d'habitation de 7 451. L'IFER (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau) est estimée à 22.467 E. Au total, les recettes fiscales attendues se montent à 257.000 E.

Je rappelle que les valeurs cadastrales du foncier sont réévaluées chaque année par la loi de finance en suivant plus ou moins l'inflation. En 2023, cette revalorisation a été de 7,1%, en 2024 de 3,9 %, elle sera pour 2025 de 1,7%.

C'était un engagement de campagne de ne pas augmenter les taux communaux et comme beaucoup d'autres engagements, il a été tenu aussi je proposerai au conseil le maintien des taux.

Vote du compte financier unique 2024 service eau

Monsieur le Maire informe que depuis le 1^{er} janvier 2025, les communes votent le compte financier unique qui relate les comptes de la commune et les comptes de la Trésorerie en un seul compte.

Monsieur le Maire présente le compte financier unique 2024 du service de l'eau

<u>Section d'investissement</u>		<u>Section de fonctionnement</u>	
Recettes de l'exercice :	41 382.58 €	Recettes de l'exercice :	51 976.23 €
Dépenses de l'exercice :	16 010.05 €	Dépenses de l'exercice :	49 317.39 €
	-----		-----
Excédent de l'exercice	25 372.53 €	Excédent de l'exercice	2 658.84 €
Excédent antérieur	122 938.64 €	Déficit antérieur	- 19 983.02 €
	-----		-----
Excédent global	148 311.17 €	Déficit global	- 17 324.18 €

Monsieur le Maire donne la parole à Dominique Chedebois et quitte la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve, à l'unanimité des membres présents et représentés, le compte financier unique 2024 du service de l'eau et affecte, à l'unanimité des membres présents et représentés, les résultats sur le budget principal 2025 de la façon suivante :

- Article 002 « Excédent d'investissement reporté » pour un montant de 148 311.17 €
- Article 001 « Déficit de fonctionnement reporté » pour un montant de - 17 324.18 €

Vote du compte financier unique 2024 budget principal

Monsieur le Maire informe que depuis le 1^{er} janvier 2025, les communes votent le compte financier unique qui relate les comptes de la commune et les comptes de la Trésorerie en un seul compte.

Monsieur le Maire présente le compte financier unique 2024 de la commune

<u>Section d'investissement</u>		<u>Section de fonctionnement</u>	
Recettes de l'exercice	: 42 372.24 €	Recettes de l'exercice	: 530 514.60 €
Dépenses de l'exercice	: 76 256.13 €	Dépenses de l'exercice	: 454 378.45 €
	-----		-----
Déficit de l'exercice	- 33 883.89 €	Excédent de l'exercice	110 020.04 €
Déficit antérieur	- 3 234.97 €	Excédent antérieur	209 852.74 €
	-----		-----
Déficit global	- 37 118.86 €	Excédent global	319 872.78 €

Monsieur le Maire donne la parole à Dominique Chedebois et quitte la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve, à l'unanimité des membres présents et représentés, le compte financier unique 2024 du budget principal et affecte, à l'unanimité des membres présents et représentés, les résultats sur le budget principal 2025 de la façon suivante :

- Article 001 « Déficit d'investissement reporté » pour un montant de – 37 118.86 €
- Article 002 « Excédent de fonctionnement reporté » pour un montant de 319 872.78 €.

Vote du budget 2025

Monsieur Lage Patrick présente le budget 2025 qui s'équilibre en section d'investissement à 135 892.31 €, avec reprise du déficit du CFU 2024 de la commune d'un montant de 37 118.86 € et la reprise de l'excédent d'investissement du CFU 2024 de l'eau d'un montant de 148 311.17 € et en section de fonctionnement à 707 698.60 €, avec reprise de l'excédent du CFU de la commune d'un montant de 319 872.78 € et la reprise du déficit de fonctionnement du CFU 2024 de l'eau d'un montant de 17 324.18 €.

Le Conseil Municipal, vote, à l'unanimité des membres présents et représentés, le budget 2025.

Vote du taux des taxes locales 2025

Monsieur le Maire informe qu'il y a trois taux communaux à voter : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Monsieur le Maire propose le maintien du taux communal de la taxe foncière sur les propriétés bâties soit 40.95 %, le maintien du taux communal de la taxe foncière sur les propriétés non bâties soit 31.41 %, le vote du taux communal de la taxe d'habitation soit 14.55 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide, à l'unanimité des membres présents et représentés, de voter les taux communaux comme suit :

- 40.95 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties.
- 31.41 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.
- 14.55 % pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Subventions aux associations 2025

Le maire explique que pour les associations basées à Marchéville, il est demandé de fournir pour l'année n – 1 (2024) un compte rendu d'assemblée générale avec les bilans (activités et financier) ainsi que les assemblées électives.

Concernant le vote de la subvention de 1000 euros demandée par le comité des fêtes, le maire annonce qu'il ne votera pas cette subvention et qu'il ne souhaite pas collaborer avec cette association pour plusieurs raisons. L'association est gérée par deux membres d'une même famille ce qui pose des questions sur la gouvernance et la transparence. La capacité à agir de cette association avec un nombre très limité de membres actifs laisse augurer des difficultés à organiser des événements. L'exécutif de cette structure s'est livré à un dénigrement systématique de la mairie, de certains élus, de membres du personnel communal et ses comportements mettent en cause la neutralité de cette association.

Marie-Line Amé estime qu'un comité des fêtes qui fonctionne serait utile à la commune mais que le comportement de son dirigeant doit aussi être pris en compte. Mme Berthe estime « qu'il faut lui laisser une chance ». Ludovic André découvre une situation complexe. Au-delà des membres du bureau, il rappelle qu'il faut de nombreux bénévoles pour faire fonctionner un comité des fêtes et que cela est difficile. Le maire estime que la mairie peut directement prendre en charge l'organisation d'un bric à brac en septembre. Il rappelle que la question posée au conseil municipal est le vote de la subvention. Corinne Vaudolon estime que la situation est bloquée et que le vote de cette subvention ne sert à rien.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal,

Chaque année, la commune consacre une enveloppe budgétaire pour accompagner les associations dans les actions qu'elles mènent sur le territoire pour favoriser la vie locale.

Pour l'année 2025, il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions aux associations conformément au tableau ci-après

	Prévu BP 2024	Vote 2025
Subvention Prévention routière	50.00 €	50.00 €
Subvention club de l'Amitié	500.00 €	500.00 €
Subvention Coopérative Scolaire	1 600.00 €	1 600.00 €
Subvention judo Illiers	100.00 €	100.00 €

Subvention exceptionnelle voyage école	1 500.00 €	1 500.00 €
Subvention Combray Rugby	250.00 €	250.00 €
Subvention EPA 28	100.00 €	100.00 €
Association Française des Sclérosés en plaques	50.00 €	50.00 €
Amicale Lucé Basket	0.00 €	250.00 €

Sur la base de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les subventions aux associations suivant le tableau ci-dessus
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025 au compte 65748 de la section de fonctionnement (subventions de fonctionnement aux associations).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés.

- décide d'attribuer les subventions aux associations suivant le tableau ci-dessus
- dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025 à l'article 65748 de la section de fonctionnement.

Concernant les subventions de la Coopérative Scolaire et du voyage au Puy du Fou. Madame Amé Marie-Line n'a pas pris part au vote faisant partie de l'association.

Considérant la subvention de l'Amicale de Basket de Lucé, Monsieur André Ludovic n'a pas pris part au vote étant Président de l'Association.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide de ne pas délibérer sur la subvention de l'association « Marchéville en Fête ».

La séance est levée à 20 h 30

La secrétaire de séance,
Nadia Berthe

Le Maire,
Patrick Lage